

Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95300 PONTOISE

Pontoise, le 17/03/23

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PERRIEN TS**

2 rue des Frères Montgolfier  
95500 Gonesse

Références : ud95-2023-0248-BM  
Code AIOT : 0006505705

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2023 dans l'établissement PERRIEN TS implanté 2, rue des Frères Montgolfier ZI NORD 95500 Gonesse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à l'incendie ayant ravagé le site le 1er janvier 2023. Celle-ci avait pour but de contrôler la bonne évacuation des déchets suite à l'incendie ainsi que la bonne mise en sécurité du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PERRIEN TS
- 2, rue des Frères Montgolfier ZI NORD 95500 Gonesse
- Code AIOT : 0006505705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PERRIEN Traitement de Surface, implantée depuis 1974, est spécialisée dans le traitement de surface de pièces.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour un volume de bains autorisé d'environ 69 m<sup>3</sup>.

Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral daté du 21 février 2000, modifié par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2007 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2014.

L'effectif sur site est composé d'une dizaine de salariés.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de l'incendie du 1er janvier 2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Évacuation des déchets et mise en sécurité	AP de Mesures d'Urgence du 02/01/2023, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours
2	Gestion des eaux d'extinction	AP de Mesures d'Urgence du 02/01/2023, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours
3	Nettoyage et curage du réseau d'eau pluvial impacté	AP de Mesures d'Urgence du 02/01/2023, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	/
5	Mesures immédiates conservatoires	AP de Mesures d'Urgence du 02/01/2023, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Nettoyage et curage du réseau d'eaux usées	AP de Mesures d'Urgence du 02/01/2023, article 4bis	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 5 non-conformités.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Évacuation des déchets et mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 02/01/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Évacuation des déchets et mise en sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant transmet à monsieur le préfet du Val d'Oise, dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, l'inventaire des stockages des produits et déchets présents sur le site juste avant le début de l'incendie. Il fait figurer sur un plan les emplacements, la nature des déchets (dangereux ou non dangereux) ainsi que les caractéristiques de stockage (hauteur, volume, tonnage).  Les justificatifs de la bonne élimination des déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  Dès la notification du présent arrêté, les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site. Au besoin, une surveillance humaine du site est effectuée en permanence.  L'exploitant s'assure, dès la notification du présent arrêté, de la mise en sécurité du puits d'alimentation en eau du site.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni suite à la notification de l'arrêté de mesures d'urgence l'état des stocks des produits chimiques et déchets présents sur site avant l'incendie. Ce point a été détaillé dans le rapport d'inspection daté du 2 février 2023.  Par ailleurs, lors de la visite sur site du 24 février, l'inspection a constaté sur site la présence de : <ul style="list-style-type: none"><li>- une palette de produits chimiques stockée au sous-sol en attente d'expédition vers la société COGETRAD ;</li><li>- quelques bidons de produits chimiques fermés en sous-sol ;</li><li>- 3 GRV stockés sur la dalle extérieure et rempli par l'exploitant par les fonds de liquide pompés dans les bains de traitement de surface ;</li></ul> L'inspection a constaté une nouvelle fois que l'accès au site est bien fermé en permanence. L'exploitant a indiqué que son portail avait subi des dégradations et que des personnes non autorisées avaient pénétré dans l'enceinte du site. L'inspection a constaté que l'exploitant a refermé les espaces du portail dégradés afin de bloquer l'accès au site.  Enfin, l'exploitant n'a pas justifié de la bonne mise en sécurité du puits d'alimentation en eau du site qui, pour rappel, n'était plus utilisé pour alimenter le site en eau depuis de nombreuses années.
<b>Non-conformité n°1 :</b> L'exploitant n'a pas justifié la bonne élimination des déchets conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence.
<b>Non-conformité n°2 :</b> L'exploitant n'a pas justifié la bonne mise en sécurité du puits d'alimentation en eau du site conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

## N° 2 : Gestion des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 02/01/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant débute, dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, les opérations de pompage et d'évacuation des eaux d'extinction épandues sur son site et aux alentours. Il maintient une capacité de rétention suffisante des eaux d'extinction afin de supprimer, aussi rapidement que possible, tout rejet d'eaux potentiellement polluées dans le milieu naturel et au réseau d'évacuation des eaux usées.</p> <p>Toutes les évacuations au réseau du bâtiment sont isolées au moyen d'un tampon étanche.</p> <p>Les eaux d'extinction d'incendie sont évacuées vers des installations de traitement dûment autorisées à cet effet.</p> <p>Elles font au préalable l'objet d'analyses en fonction des substances pertinentes identifiées dans les études demandées à l'article 6 a), b) et c).</p> <p>Les justificatifs de leur bonne élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite du vendredi 24 février 2023, l'inspection a constaté que l'exploitant a fait évacuer trois des quatre tanks de stockage des eaux d'extinction qui étaient stationnés devant son site. Le contenu de ces tanks de stockage d'une capacité de 70 m<sup>3</sup> a été évacué par la société SARP vers des exutoires appropriés. A la date du rapport, l'exploitant a indiqué être toujours dans l'attente des bordereaux de suivi de déchets.</p> <p>Le dernier tank de stockage sur site est utilisé pour stocker les eaux pluviales qui coulent depuis le rez de chaussée vers le sous-sol par un passage de câble, dans l'attente que la toiture effondrée puisse être évacuée.</p> <p>L'inspection a constaté sur site que l'ensemble des eaux d'extinction liés à l'incendie ont été pompées.</p> <p><b>Non-conformité n°3: L'exploitant n'a pas fourni les bordereaux d'élimination des eaux d'extinction. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées ces documents dès leur réception.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

### N° 3 : Nettoyage et curage du réseau d'eau pluvial impacté

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 02/01/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage et curage du réseau d'eau pluvial
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avec l'accord du gestionnaire du réseau, l'exploitant procède, dans un délai de 2 jours à compter de la notification du présent arrêté, au curage des réseaux d'évacuation des eaux pluviales.  Les effluents obtenus sont évacués vers des installations de traitement dûment autorisées à cet effet. Les justificatifs de leur bonne élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Par courriel du 27 janvier 2023, l'exploitant a indiqué être entré en contact avec le SIARP (gestionnaire de réseau) afin de procéder au curage du linéaire de réseau d'eau pluviale séparant le site PERRIEN TS et le Croult en aval. Le SIARP a répondu que vu le délai depuis l'incendie, le curage du réseau n'aurait pas ou très peu d'impact car la grande majorité de la pollution a été lessivée par les pluies qui ont suivi l'incendie les jours suivants.  Le SIARP a confirmé ces éléments par courriel du 10 mars 2023.  De ce fait, l'exploitant a justifié que de part la temporalité, cette action n'aurait pas ou peu d'impact pour limiter le lessivage des polluants résiduels dans le réseau à posteriori et suite à plusieurs épisodes pluvieux.  <b>Non-conformité n°4 : L'exploitant n'a pas réalisé le curage du réseau d'eau pluviale dans les jours qui ont suivi le sinistre conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence susmentionné.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

### N° 4 : Nettoyage et curage du réseau d'eaux usées

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 02/01/2023, article 4bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage et curage du réseau d'eaux usées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En accord avec le gestionnaire du réseau, l'exploitant définit, dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté, un plan de mesures curatives destiné à prendre en charge l'impact de l'accident sur le réseau d'eaux usées.
<b>Constats :</b> A la date du présent rapport, l'exploitant a indiqué être toujours dans l'attente des résultats d'analyse effectués par le SIARP sur les eaux et les boues de la station d'épuration en aval du site PERRIEN TS et ayant potentiellement été contaminé par les eaux d'extinction incendie via le réseau d'eaux usées.  L'inspection note que ce point est indépendant de l'exploitant. Il est demandé à l'exploitant de transmettre rapidement le plan de mesures curatives du réseau d'eaux usées suite à la réception des résultats d'analyse du SIARP.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Mesures immédiates conservatoires

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 02/01/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyses dans l'environnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 5.1 – L'exploitant procède, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, aux prélèvements et aux analyses dans l'environnement et sur site des différentes matrices suivantes :  <ul style="list-style-type: none"><li>• Sols : sauf impossibilité technique justifiée, des prélèvements de sol sont réalisés au plus près du foyer de l'incendie ;</li><li>• Eaux souterraines : en utilisant notamment le réseau de piézomètres présents sur le site, s'il existe et est accessible ;</li></ul> Les analyses sont réalisées en fonction des substances pertinentes susceptibles d'être présentes dans ces matrices au regard des déchets stockés et des produits de décomposition liés à l'incendie.  5.2 - Les résultats des analyses sont transmis, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, à monsieur le préfet du Val d'Oise et à l'inspection des installations classées dès leur réception par l'exploitant.
<b>Constats :</b> Par courriel du 27/01/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection un plan d'échantillonnage. Celui-ci prévoit de réaliser : 10 prélèvements de sol (7 sous les fumées et 3 témoins) ; le prélèvement de sédiments dans le Croult.  L'inspection note que ce plan d'échantillonnage paraît proportionné aux enjeux. Par courriel du 09/03/2023, l'exploitant a indiqué avoir reçu les résultats de la modélisation du panache de fumée. Les résultats de cette modélisation ont mis en évidence la nécessité de modifier une partie du plan d'échantillonnage.  L'inspection reste dans l'attente des résultats d'analyse.  <b>Non-conformité n°5 : L'exploitant n'a pas transmis les résultats d'analyse de l'environnement du site suite à l'incendie dans un délai d'un mois conformément à l'article 5.2 de l'arrêté de mesures d'urgence susmentionné. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats d'analyse à l'inspection des installations classées dès leur réception.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours